

# Police nationale

Deux priorités :  
La poursuite de la LOPSI  
La réforme des corps et carrières.



## LOPSI : la 3ème tranche

### ●Création de 1 000 emplois

- 500 emplois de personnels actifs
  - 490 emplois de gardiens de la paix
  - 10 emplois de contrôleurs généraux.
- 500 emplois de personnels administratifs, techniques, scientifiques et spécialisés
  - poursuite des efforts des années précédentes pour la filière scientifique :
    - 20 ingénieurs,
    - 38 techniciens,
    - 39 agents spécialisés.
  - accentuation de la création d’emplois de soutien administratifs et techniques (403 emplois) :
    - 202 adjoints administratifs
    - 75 secrétaires administratifs
    - 40 agents des services techniques
    - 15 inspecteurs du service intérieur et du matériel
    - 33 attachés
    - 7 attachés principaux
    - 19 ouvriers professionnels
    - 6 ouvriers cuisiniers
    - 6 agents contractuels de haut niveau.

### ●Approfondissement de la culture du résultat

- doublement de la dotation de la prime de résultats exceptionnels (5 M€ supplémentaires).

■ Avec la LFI 2005, ce sont 68% des crédits LOPSI qui sont ouverts  
■ L'application du protocole d'accord sur la réforme des corps et carrières : 49,83 M€

### ●Logement des fonctionnaires

- un effort sans précédent notamment afin de fidéliser les personnels de la police nationale (5 M€ supplémentaires pour l'aide au logement en Ile-de-France et dans les principaux centres urbains).

### ●Augmentation du nombre de stages rémunérés pour les cadets de la police nationale (0,38 M€).

### ●Arrivée du nouvel uniforme et modernisation de sa distribution

- acquisition de 25 000 tenues (18,7 M€) qui s'ajoutent aux 35 000 tenues déjà commandées en 2004. Compte tenu des délais de fabrication, 40 000 fonctionnaires pourront être équipés en 2005.
- modernisation du mode de distribution et de renouvellement des tenues.

### ●Des fonctionnaires mieux équipés et mieux protégés

- 10 000 gilets pare-balles pour les nouveaux effectifs sortant des écoles et les ADS (2,6 M€).
- 31 000 nouvelles armes SIG SAUER avec étui sécurisé (15,5 M€).
- 1 300 équipements NBC (0,75 M€).

### ●Modernisation de la police technique et scientifique (6,5 M€ supplémentaires)

- montée en puissance du fichier automatisé national d'analyse des empreintes génétiques.
- équipement des laboratoires de police scientifique de Marseille, Toulouse et Lille.
- mise à niveau du fonctionnement des laboratoires de police scientifique de Lyon et Paris.
- fonctionnement de l'unité spécialisée de génotypage.

### ●Renforcement de la lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine

- 4 M€ supplémentaires pour la modernisation des matériels de lutte contre le terrorisme.
- financement du doublement des reconduites aux frontières.



### ●Des moyens renforcés pour les systèmes d'information et de communication

- accélération du déploiement du réseau ACROPOL de transmissions sécurisées de la police nationale et participation de l'Etat au financement d'ACROPOL souterrain : 64,7 M€. 84% de policiers auront ainsi accès à ACROPOL.
- 1ère tranche du plan de modernisation des centres d'information et de commandement : 8 M€.

### ●Un patrimoine immobilier rénové

- 160,25 M€ d'autorisations de programme et 162,5 M€ de crédits de paiement seront ouverts pour l'immobilier de la police nationale (+ 9,3% par rapport à 2004).
- Les grands chantiers livrés en 2005 :
  - hôtels de police : Palaiseau, Plaisir, Lyon 3/6, St-Denis-Chaudron (la Réunion)
  - CRS de Darnetal et Jarville/Nancy
  - commissariats de Foix et Saintes
  - commissariats du 11ème arrondissement de Paris et de Marseille Noailles
  - école nationale de police de Reims.
- Les mises en chantier en 2005 ; elles concerneront :
  - hôtels de police : Lyon-Montluc, le Havre, Avignon, Colmar, Pointe-à-Pitre
  - commissariats : Houilles, Vanves, Avion, St-Jean-de-Luz, la Plaine-St-Denis, Villiers-le-Bel, Villeurbanne
  - amélioration des conditions d'accueil
  - poursuite de la politique d'implantation nationale des centres de rétention administrative : Rouen, Marseille, Lille
  - poursuite de l'humanisation des locaux de garde à vue
  - développement de la formation : école nationale de police de Paris à Bry-sur-Marne.

## La réforme des corps et carrières

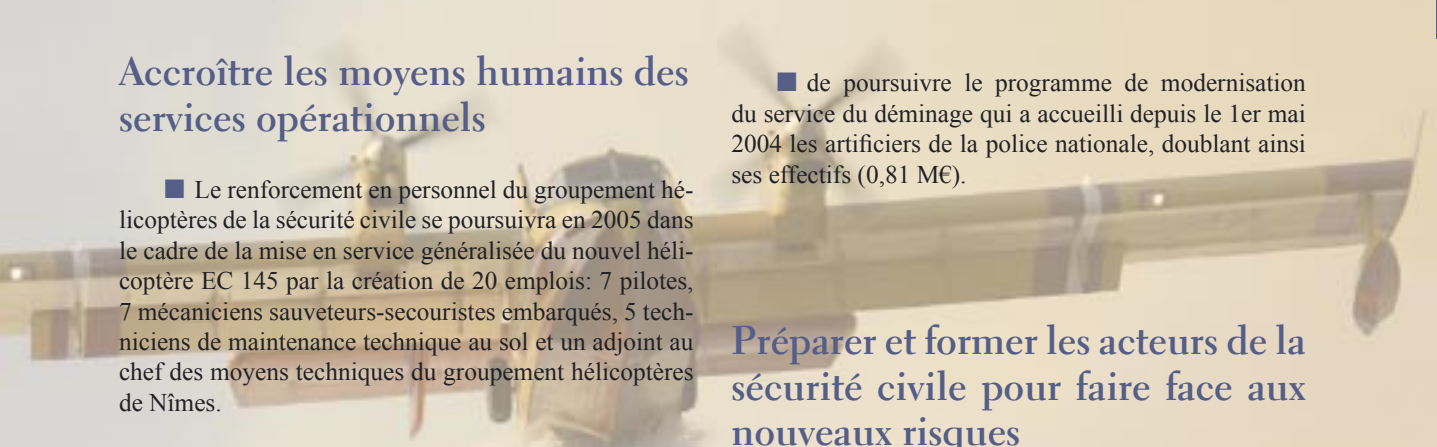
### ●Le protocole d'accord sur la réforme des corps et carrières du 17 juin 2004 : efficacité, responsabilité, reconnaissance

- Augmentation des rémunérations, en contrepartie d'une redistribution des responsabilités
  - revalorisation indiciaire du corps de maîtrise et d'application (21,92 M€ en coût annuel)
  - revalorisation indiciaire du corps de commandement (2,47 M€)
  - revalorisation indiciaire des personnels techniques de la police technique et scientifique (0,11 M€)
  - fusion des deux premiers grades de commissaires
  - poursuite de la revalorisation indemnitaire des personnels administratifs, techniques et scientifiques (3,50 M€).
- Une plus grande place accordée aux gradés et gardiens ainsi qu'aux personnels administratifs et techniques
  - création de 630 postes de gardiens de la paix et 30 postes de commandants échelon fonctionnel par transformation d'emplois de commissaires et d'officiers
  - création de 240 postes de personnels administratifs et techniques par transformation d'emplois de commissaires et d'officiers
  - création de 3 000 OPJ 16 supplémentaires.
- Des promotions de grade plus nombreuses
  - transformation de 4 232 emplois de gardiens de la paix dès le 1er janvier 2005 en emplois de nouveaux brigadiers (11,845 M€)
  - transformation de 500 emplois de gardiens de la paix en 500 emplois de brigadiers-majors (2,78 M€)
  - création de 150 échelons exceptionnels de brigadiers-majors (0,06 M€).
- La restauration du potentiel opérationnel
  - consolidation de l'indemnisation des 8 jours ARTT supplémentaires accordés aux CRS (3,04 M€).



# La Sécurité Civile

Trois objectifs :  
Accroître les moyens humains  
Moderniser le matériel  
Former les acteurs



## Accroître les moyens humains des services opérationnels

- Le renforcement en personnel du groupement hélicoptères de la sécurité civile se poursuivra en 2005 dans le cadre de la mise en service généralisée du nouvel hélicoptère EC 145 par la création de 20 emplois: 7 pilotes, 7 mécaniciens sauveteurs-secouristes embarqués, 5 techniciens de maintenance technique au sol et un adjoint au chef des moyens techniques du groupement hélicoptères de Nîmes.

- L'arrivée en 2005 de deux nouveaux bombardiers lourds « Dash 8 » s'accompagnera de la création de 2 emplois de pilotes à la Base avions de la Sécurité Civile.

- La création de 24 postes de militaires donnera les moyens aux Etats-Majors de Zone de mener dans de meilleures conditions leur mission de veille permanente et de gestion des crises.

- La création d'un poste de technicien supérieur de maintenance à la base avions permettra un suivi précis des marchés de maintenance des avions de la sécurité civile.

- La 4ème tranche du plan de modernisation de la brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris sera mise en oeuvre.

## Accentuer l'effort de modernisation du matériel d'intervention de la Sécurité Civile

Les crédits d'équipement, en augmentation, permettront plus particulièrement :

- de financer l'acquisition des deux bombardiers lourds Dash 8 qui assureront à la fois le bombardement d'eau sur feux de forêts et le transport de personnes et de frêt (38 M€)

- d'équiper les formations militaires d'une section terrestre « retardant » en vue d'améliorer la lutte contre les feux de forêts

- de poursuivre le programme d'équipements complémentaires des hélicoptères EC 145 (9,92 M€)

- de poursuivre le programme de modernisation du service du déminage qui a accueilli depuis le 1er mai 2004 les artificiers de la police nationale, doublant ainsi ses effectifs (0,81 M€).

## Préparer et former les acteurs de la sécurité civile pour faire face aux nouveaux risques

Il s'agira :

- d'accompagner la création d'un Conseil National de la Sécurité Civile chargé du recensement, de la connaissance des risques et de l'évaluation de la préparation face aux risques et menaces

- de mener les études relatives au projet d'école de défense civile de Cambrai, qui organisera des séminaires et dispensera des formations sur la nouvelle gestion de crise induite par le risque terroriste

- de soutenir l'investissement des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS). Pour la 3ème année consécutive, l'Etat versera ainsi aux SDIS des crédits sur un fonds d'aide à l'investissement (FAI) qui sera porté à 65 M€ en 2005

- d'augmenter qualitativement et quantitativement la formation assurée par l'école nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP). Devenue un établissement public autonome en 2004, elle amorce son installation progressive à Aix-Milles (Bouches-du-Rhône). Une mesure nouvelle permettra, dès 2005, de mettre en œuvre un plan de recrutement de formateurs supplémentaires.

Augmentation 2005/2004 du budget : + 20%  
Montant du budget de la direction de la défense et de la sécurité civiles (DDSC) : 406,37 M€

# L'Administration territoriale et centrale

Trois orientations :  
Une responsabilisation accrue  
Une gestion des ressources humaines renouvée  
Une dynamique d'investissement

## Des crédits globalisés, une gestion déconcentrée pour une amélioration des performances

La deuxième année d'application du contrat de globalisation poursuit la déconcentration de la gestion en administration territoriale. Cela se traduit par :

- un budget consolidé de 1,23 Mds€ en faveur des préfetures comprenant notamment 45 M€ pour le programme national d'équipement, 38 M€ pour les dépenses des systèmes d'information et de communication, 1,11 Mds€ pour les budgets globaux des préfetures. Ce dernier montant intègre l'application de la norme de croissance de + 0,2 % garantie par contrat aux préfetures, une mesure de 0,87 M€ permettant le financement du surcoût généré par le nouvel achèvement sécurisé des titres vierges et l'extension de la globalisation à quatre nouvelles préfetures de l'outre-mer : Réunion, Guadeloupe, Guyane et Saint-Pierre-et-Miquelon (+ 45,7 M€ et 969 emplois).

- La définition des dotations de chaque préfeture par l'administration centrale à partir de critères objectifs dans la perspective d'une répartition plus équitable.

## Des agents mieux reconnus, de meilleures perspectives de carrière

Le budget 2005 amplifie les efforts consacrés aux personnels d'administration centrale et des préfetures, pour mieux reconnaître leur rôle et accompagner leur engagement au service de la modernisation de l'Etat.

- mise en place d'une nouvelle tranche du plan de rattrapage indemnitaire de la moyenne interministérielle et d'harmonisation entre les filières administratives et techniques et revalorisation indemnitaire du corps préfectoral (7,8 M€ ).

- poursuite du financement des réformes statutaires visant à valoriser les métiers techniques (métiers des services techniques du matériel et des systèmes d'information et de communication) (+ 0,21 M€, s'ajoutant à la provision de 0,31 M€ constituée en 2004).

- politique volontariste de création d'emplois qualifiés et d'emplois d'avancement et de débouchés par

transformation d'emplois de base, en administration centrale et territoriale et dans les filières administrative et technique, permettant d'améliorer les carrières des agents des catégories A, B et C, et d'accompagner l'évolution des missions du ministère (près de 400 postes, avec un accent particulier sur la catégorie B pour un coût net global de près de 0,9 M€).

- nouvelle phase de résorption de l'emploi précaire concernant près de 100 emplois.

- ajustement des effectifs aux missions : suppression de 116 emplois en préfeture et 30 en centrale, correspondant à des postes d'agents d'exécution vacants ou externalisables et au transfert de compétences de la gestion des prestations familiales aux CAF à partir de 2005.

- dynamisation de la politique d'action sociale, en matière de restauration, de logement et d'accueil de la petite enfance (+ 1,91 M€, au bénéfice de l'ensemble des personnels du MISILL).

## Un effort significatif en faveur de l'investissement

Le budget 2005 amplifie également les crédits d'investissement :

- 45 M€ en crédits de paiement (+ 12 M€ par rapport au budget 2004) sont consacrés à la montée en puissance des grands projets immobiliers des préfetures ainsi qu'à la réhabilitation de leur patrimoine (préfetures de Lille et d'Avignon, sous-préfetures de Torcy et de Dunkerque ...)

- 9,2 M€ de crédits de paiements (+4,2 M€) pour l'immobilier de l'administration centrale pour réaliser une tranche du plan triennal de mise en sécurité incendie et de lutte contre les crues

- une mesure de 12,2 M€ en crédits de paiement assure l'équipement nécessaire à la mise en œuvre et au suivi d'applications informatiques (développement des sites internet, gestion électronique de la documentation, télétransmission, messagerie, applications locales...).





Budget 2005

objectif : performance

Le budget du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales sera de 13,47 Mds€ en 2005 (+3%). Hors collectivités locales et élections, ce budget sera de 10,66 Mds€ (+4,14%). Les emplois budgétaires progressent de 1 808 par rapport à 2004.

1

Le respect des engagements pris par le gouvernement pour garantir la sécurité des Français

■ La 3<sup>ème</sup> tranche de la LOPSI permet une exécution de cette loi conforme au calendrier : 68% des crédits totaux prévus engagés au bout de 3 ans pour une loi applicable sur 5 ans, dont près de 60% pour les seuls fonctionnement et investissement

- 1 000 créations d'emplois
- croissance de 28,7M€ (+4%) des crédits de fonctionnement de la police nationale
- moyens supplémentaires importants dans le domaine de l'investissement
  - immobilier : +13,8M€ (+9%)
  - informatique : +22,4M€ (+26,6%)
- un effort particulier en matière de logement : + 5M€ (+ 36%).
- 2<sup>ème</sup> tranche de la réforme des corps et carrières et première année de mise en œuvre du protocole signé le 17 juin dernier avec les organisations syndicales (71,13 M€ dont 49,83 M€ pour les mesures nouvelles).

2

L'adaptation des moyens d'action de la sécurité civile

■ création de 47 emplois au profit du groupement des moyens aériens (+23) et des états-majors de zone (+24).

- acquisition de 2 avions gros porteurs.
- 4<sup>ème</sup> tranche du plan de modernisation de la brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris et poursuite de son plan de renforcement NRBC.
- 1,8 M€ de mesures catégorielles et indemnitaires en faveur des personnels de la sécurité civile.
- progression de 1 M€ (+ 3%) des dotations de fonctionnement de la sécurité civile.
- subventions d'équipement aux SDIS en hausse de 19,3 M€ par rapport à 2004 (+42,2%).

3

La modernisation de l'Etat

■ croissance des crédits d'équipement hors police nationale

- immobilier : +14,1 M€ (+30,6%)
- informatique : +2,7 M€ (+4%).

■ anticipation de la LOLF : globalisation des crédits de fonctionnement des préfectures d'outre-mer portant le nombre des préfectures globalisées à 101 ; expérimentation de globalisation des crédits des services de la police nationale et d'une direction d'administration centrale (DEPAFI).

■ modernisation des systèmes d'information (carte nationale d'identité électronique, nouveau système d'immatriculation des véhicules) et des procédures, générant des économies d'emplois.

4

Des agents publics moins nombreux, mais mieux payés

■ hors police nationale et hors sécurité civile : 8,4 M€ de mesures catégorielles et indemnitaires dont 6 M€ pour les agents de l'administration centrale et du cadre national des préfectures.

■ progression de +1,9 M€ (+5,9%) des crédits consacrés à l'action sociale.

5

Une nouvelle phase de la décentralisation

■ la nouvelle phase de la décentralisation donnera lieu à une compensation financière intégrale des transferts de compétences aux collectivités locales

■ le contrat de croissance et de solidarité est maintenu. Les dotations progresseront donc de la manière suivante : inflation +33% de la croissance du PIB.

6

Vers la mise en œuvre de la LOLF

■ Pour la première fois, le PLF 2005 sera présenté au Parlement sous la nomenclature de l'ordonnance organique 1959-2 et sous la nomenclature de la LOLF, en missions, programmes et actions.

La dotation aux collectivités locales et les finances locales

Un financement de la décentralisation loyal et respectueux de l'autonomie financière des collectivités

■ Avec la loi constitutionnelle de mars 2003, la loi organique relative à l'autonomie financière adoptée en juillet 2004 et la loi relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004, la réforme de la décentralisation donne aux collectivités locales de nouvelles compétences, tout en leur apportant les moyens financiers et les garanties nécessaires.

■ La compensation financière des transferts aux collectivités territoriales sera **intégrale** : toutes les dépenses liées à l'exercice des compétences transférées seront prises en compte. Afin d'assurer la concomitance des transferts de charges et de ressources, il sera procédé à une évaluation provisoire des dépenses consacrées par l'Etat à l'exercice des compétences transférées. Lors des prochaines lois de finances, lorsque les données définitives seront connues, il sera procédé aux régularisations nécessaires.

■ La décentralisation respectera strictement le principe d'**autonomie financière des collectivités territoriales** : la part des ressources propres dans les ressources de chaque catégorie de collectivité sera maintenue à un niveau au moins équivalent à celui de 2003.

■ Dès la loi de finances pour 2005, des ressources fiscales seront attribuées aux collectivités territoriales : une partie de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) au profit des régions et une partie du produit des taxes sur les conventions d'assurance (TCA) pour les départements.

61 Mds€ de concours de l'Etat dont un contrat de croissance et de solidarité de 44,2 Mds€ (2,8% de croissance) incluant une DGF de 37,97 Mds€



La reconduction en 2005 du contrat de croissance et de solidarité entre l'Etat et les collectivités territoriales

■ Cette année encore, les collectivités locales bénéficient des fruits de la croissance : l'enveloppe des concours financiers qui leur est consacrée évolue en effet comme l'inflation, augmentée de 33% de la croissance du PIB. En 2005, le contrat de croissance permet une augmentation de 2,8% des dotations concernées, qui atteignent 44,2 Mds€. Pour la dotation globale de fonctionnement (DGF), la croissance est de 3,3% (contre 1,9% en 2004), portant son montant à 37,97 Mds€.



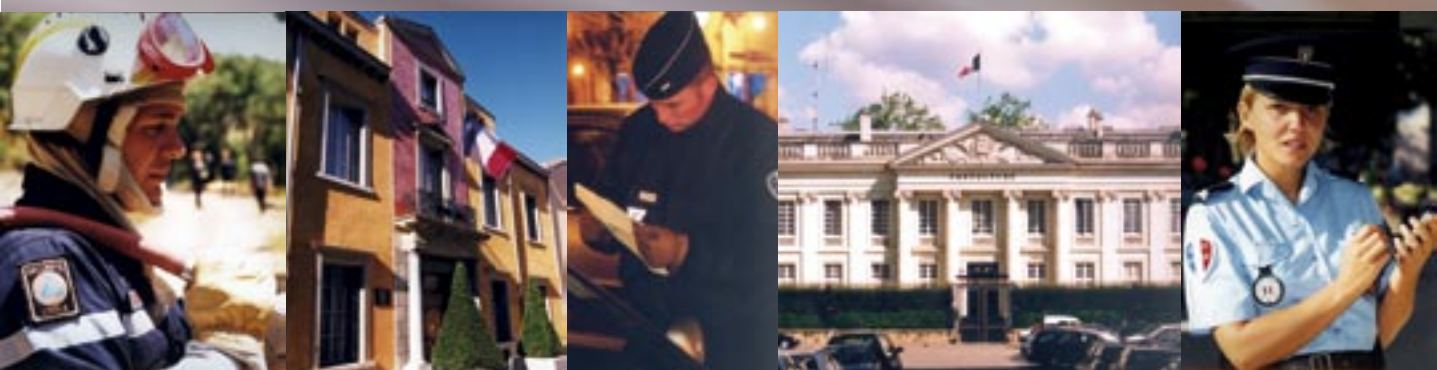
secrétariat général/service de communication/septembre 2004



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE  
ET DES LIBERTÉS LOCALES

priorités

Budget 2005



2005

Les priorités budgétaires en 2005



Le projet de budget 2005 du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales est la traduction concrète des priorités que j'ai définies dès ma prise de fonction.

Tout d'abord, malgré un contexte budgétaire particulièrement contraint, les engagements pris par le gouvernement seront tenus. Pour la troisième année consécutive, des crédits supplémentaires seront dégagés au titre de la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure. Le protocole d'accord sur la réforme des corps et carrières entrera en vigueur dans la police nationale et donnera lieu à une évolution profonde des modes de fonctionnement de cette institution. Dans le prolongement du projet de loi de modernisation qui vient d'être adopté par le Parlement, notre capacité opérationnelle en matière de sécurité civile sera étoffée.

Ensuite, dans une perspective de justice sociale et de reconnaissance du travail réalisé, la situation des personnels des préfectures et de l'administration centrale sera revalorisée grâce à des mesures catégorielles et indemnitaires significatives destinées à la rapprocher de la moyenne interministérielle. Notre politique en faveur du logement des fonctionnaires sera dynamisée grâce à un accroissement sensible des dotations qui lui sont consacrées.

En outre, ainsi que je l'ai souhaité, un effort très sensible sera accompli pour l'investissement afin de doter nos services de moyens d'action et de conditions de travail plus modernes et plus adaptés à leurs besoins, tant dans les domaines informatique qu'immobilier.

Enfin, parallèlement aux garanties données en matière d'autonomie financière et de financement des transferts de compétence, l'Etat maintient son effort en direction des collectivités territoriales grâce à l'indexation favorable des dotations dans le cadre du contrat de croissance et de solidarité.

Ainsi, ce projet de budget nous permettra de poursuivre et d'amplifier en 2005 l'action engagée depuis deux ans et demi en faveur de la sécurité. Par les moyens nouveaux qu'il leur donne, il conforte la réelle détermination et l'intense mobilisation des policiers, des gendarmes et de l'ensemble des personnels du ministère dans leur travail quotidien au service de nos concitoyens.

Signature of Dominique de Villepin

Dominique de VILLEPIN  
Ministre de l'Intérieur  
de la sécurité intérieure  
et des libertés locales